

**Art. 14.** Toute infraction aux dispositions de la présente loi ou aux mesures prises en vue de son exécution et qui n'est pas sanctionnée par l'article 13, est punie d'une amende de 25 000 à 125 000 F.

**Art. 15.** Indépendamment des peines prévues par les articles 13 et 14, le paiement des droits éludés est toujours exigible.

**Art. 16.** Pour la perception du droit d'accise et du droit d'accise spécial éventuel sur les tabacs manufacturés saisis à charge d'inconnus ou faisant l'objet d'une infraction, le prix de vente au détail est fixé forfaitairement, par type de produit, par le Ministre des Finances à concurrence de 150 pour cent du prix de vente au détail de chacun de ces produits de la classe de prix la plus demandée quelle que soit leur provenance.

**Art. 17.** Les dispositions de la loi relative au régime général à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise s'appliquent aux droits d'accises et aux droits d'accise spéciaux établis par la présente loi.

**Art. 18.** L'arrêté royal du 29 décembre 1992 relatif au régime fiscal des tabacs manufacturés modifié par les arrêtés royaux des 21 décembre 1993 et 6 novembre 1995 est confirmé pour la période pendant laquelle il a été en vigueur.

**Art. 19.** Sont abrogés :

1° la loi du 31 décembre 1947 relative au régime fiscal du tabac, modifiée par les lois des 19 mars 1951, 20 février 1978, 6 juillet 1978, 22 décembre 1989 et 28 juillet 1992;

2° l'arrêté royal du 29 décembre 1992 relatif au régime fiscal des tabacs manufacturés, modifié par les arrêtés royaux des 21 décembre 1993 et 6 novembre 1995.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 3 avril 1997.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Finances et du Commerce extérieur,  
Ph. MAYSTADT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
S. DECLERCK

**Art. 14.** Iedere overtreding van de bepalingen van deze wet of van de maatregelen getroffen ter uitvoering ervan, die niet strafbaar is gesteld door artikel 13, wordt gestraft met een boete van 25 000 tot 125 000 frank.

**Art. 15.** Ongeacht de bij de artikelen 13 en 14 bepaalde straffen is de betaling van de ontdoken rechten steeds opeisbaar.

**Art. 16.** Voor de heffing van de accijns en de eventuele bijzondere accijns op tabaksfabrikaten die werden aangehaald ten laste van onbekenden of die het voorwerp uitmaken van een inbreuk, wordt de kleinhandelsprijs per soort van produkt, tot een bedrag van hoogstens 150 procent van de kleinhandelsprijs van de meest gevraagde prijsklasse van elk van die produkten, forfaitair vastgesteld door de Minister van Financiën, welke ook hun herkomst zij.

**Art. 17.** De bepalingen van de wet betreffende de algemene regeling voor accijnsprodukten, het voorhanden hebben en het verkeer daarvan en de controles daarop zijn eveneens van toepassing op de accijns en de bijzondere accijns, bepaald door deze wet.

**Art. 18.** Het koninklijk besluit van 29 december 1992 betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 21 december 1993 en 6 november 1995 wordt bekrachtigd voor de periode dat het uitwerking had.

**Art. 19.** Opgeheven worden :

1° de wet van 31 december 1947 betreffende het fiscaal regime van tabak, gewijzigd bij de wetten van 19 maart 1951, 20 februari 1978, 6 juli 1978, 22 december 1989 en 28 juli 1992;

2° het koninklijk besluit van 29 december 1992 betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 december 1993 en 6 november 1995.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 3 april 1997.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel,  
Ph. MAYSTADT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
S. DECLERCK

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR  
ET MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

F. 97 — 943

(C - 09240)

**24 AVRIL 1997. — Arrêté royal déterminant les conditions de sécurité auxquelles sont soumis le stockage, le dépôt et la collection d'armes à feu ou de munitions**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la directive 83/189/CEE du 28 mars 1983 du Conseil des Communautés européennes, prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et des réglementations techniques, modifiée par la directive 88/182/CEE du Conseil du 22 mars 1988 et par la directive 94/10/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mars 1994;

Vu la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, notamment l'article 28, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 30 janvier 1991;

Vu l'avis de la Commission des Communautés européennes;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN MINISTERIE VAN JUSTITIE**

N. 97 — 943

(C - 97/9240)

**24 APRIL 1997. — Koninklijk besluit tot bepaling van de veiligheidsvoorwaarden waaraan het opslaan, het in bewaring geven en het verzamelen van vuurwapens of munitie zijn onderworpen**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de richtlijn 83/189/EEG van 28 maart 1983 van de Raad van de Europese Gemeenschappen, betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften, gewijzigd bij de richtlijn 88/182/EEG van de Raad van 22 maart 1988 en bij de richtlijn 94/10/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 maart 1994;

Gelet op de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, inzonderheid op artikel 28, 1ste lid, gewijzigd bij de wet van 30 januari 1991;

Gelet op het advies van de Commissie van de Europese Gemeenschappen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "loi sur les armes", la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions;

2° "loi sur les entreprises de gardiennage", la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage;

3° "bâtiment", tous les locaux où sont exercées les activités concernées et tous les autres locaux mis à la disposition de la personne agréée ou autorisée et qui forment un ensemble ininterrompu dans le même immeuble;

4° "fenêtre", toutes les fenêtres et ouvertures au rez-de-chaussée, y compris celles dans les portes et qu'elles soient ouvrantes ou non, qui donnent sur les locaux où l'intéressé exerce son activité. A l'exception des vitrines, les fenêtres trop petites pour permettre le passage d'une personne, même d'un enfant, n'y sont pas comprises;

5° "vitrine", toutes les fenêtres extérieures du bâtiment, qu'elles soient ouvrantes ou non, derrière lesquelles sont exposés des objets faisant partie de l'activité commerciale;

6° "lieu de stockage", le local ou les locaux séparés des lieux accessibles au public, où des armes à feu ou des munitions sont entreposées dans le cadre de l'activité de l'intéressé;

7° "pièces détachées", les pièces détachées d'armes à feu de défense et de guerre soumises à l'épreuve légale;

8° "registres", les registres visés à l'article 23 de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et du commerce des munitions.

**Art. 2.** Le présent arrêté est applicable :

1° aux activités visées à l'article 1<sup>er</sup> de la loi sur les armes;

2° aux collections privées d'armes visées à l'article 27, alinéa 2, de la loi sur les armes, à l'exclusion des musées et des personnes physiques ou morales citées à l'alinéa 9 de l'article 3 de l'arrêté royal du 30 octobre 1991 déterminant le montant des droits et redevances perçus en application de la loi sur les armes;

3° aux dépôts d'armes à feu et de munitions visés à l'article 16 de la loi sur les armes, sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinage, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs, et à l'exclusion des magasins d'armes visés aux arrêtés royaux du 24 mai 1991 relatif aux armes utilisées par les membres du personnel des entreprises de gardiennage et des services internes de gardiennage, et du 15 octobre 1991 portant réglementation des stands de tir utilisés pour la formation et l'entraînement au tir avec des armes à feu.

**Art. 3.** Les normes, spécifications types et agréments techniques telles que visées dans l'annexe du présent arrêté sont d'application aussi longtemps qu'elles n'ont pas été remplacées par des spécifications techniques concrétisées en exécution de la Directive du Conseil des Communautés européennes (89/106/CEE) du 21 décembre 1988, relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats Membres, concernant les produits de construction. Durant la même période, s'il est établi au moyen des documents nécessaires qu'un produit satisfait aux exigences du présent arrêté selon des normes équivalentes dans un autre Etat Membre de l'Espace économique européen, ce produit est considéré comme satisfaisant aux spécifications techniques fixées par le présent arrêté.

**Art. 4.** Les personnes agréées ou autorisées qui exercent les activités visées à l'article 2 sont tenues de prendre les mesures de sécurité énumérées en annexe du présent arrêté, conformément à la classe dans laquelle est rangée leur activité.

Lorsque les activités exercées excèdent la classe initiale dans laquelle elles étaient rangées au moment du dernier contrôle visé aux articles 7 et 10, tout en étant conforme à l'agrément délivré conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la loi sur les armes, les personnes qui les exercent sont tenues de prendre les mesures de sécurité correspondantes et de demander un nouveau contrôle conformément à l'article 7 du présent arrêté.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° "de wapenwet", de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie;

2° "de wet op de bewakingsondernemingen", de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten;

3° "gebouw", alle lokalen waarin de erkende of vergunde betrokkene zijn activiteit uitoefent en alle andere lokalen waarover hij beschikt, die een ononderbroken geheel vormen binnen hetzelfde pand;

4° "raam", alle ramen en openingen op de gelijkvloerse verdieping, ook deze in deuren en ongeacht of ze kunnen geopend worden, grenzend aan de lokalen waarin de betrokkene zijn activiteit uitoefent. Behoudens de uitstalramen, worden de ramen die te klein zijn voor een persoon, zelfs een kind, om zich er doorheen te bewegen hier niet in begrepen;

5° "uitstalraam", alle buitenramen van het gebouw, ongeacht of ze kunnen geopend worden, waarachter voorwerpen die deel uitmaken van de handelsactiviteit tentoongesteld worden;

6° "opslagruimte", lokaal of lokalen, gescheiden van de voor het publiek toegankelijke ruimten waar in het kader van de activiteit van de betrokkene vuurwapens of munitie worden bewaard;

7° "losse onderdelen", de losse onderdelen van verweer- en oorlogsvuurwapens die aan de wettelijk voorgeschreven proef zijn onderworpen;

8° "registers", de registers bedoeld in artikel 23 van het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie.

**Art. 2.** Dit besluit is van toepassing op :

1° de activiteiten bedoeld in artikel 1 van de wapenwet;

2° privé-verzamelingen van wapens bedoeld in artikel 27, tweede lid, van de wapenwet, met uitsluiting van de musca en de natuurlijke personen en rechtspersonen opgenoemd in het 9de lid van artikel 3 van het koninklijk besluit van 30 oktober 1991 tot bepaling van de rechten en retributies die geheven worden in toepassing van de wapenwet;

3° opslagplaatsen van vuurwapens of munitie bedoeld in artikel 16 van de wapenwet, onverminderd de toepassing van het koninklijk besluit van 23 september 1958 houdende algemeen reglement betreffende het fabriceren, opslaan, onder zich houden, verkopen, vervoeren en gebruiken van springstoffen, en met uitsluiting van de wapenkamers waarop de koninklijke besluiten van 24 mei 1991 betreffende de wapens die worden gebruikt door de personeelsleden van bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten, en van 15 oktober 1991 tot regeling van de schietstanden gebruikt voor de opleiding en training in vuurwapens van toepassing zijn.

**Art. 3.** De technische normen, typevoorschriften en goedkeuringen bedoeld in de bijlage bij dit besluit zijn van toepassing zolang zij niet zijn vervangen door technische specificaties geconcretiseerd ter uitvoering van de Richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen (89/106/EEG) van 21 december 1988, betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke, reglementaire en bestuursrechtelijke bepalingen der Lidstaten inzake de voor de bouw bestemde producten. Wanneer, gedurende diezelfde periode, met de nodige documenten wordt bewezen dat een product voldoet aan de eisen van onderhavig besluit, overeenkomstig met gelijkwaardige normen in een andere Lidstaat van de Europese Economische Ruimte, wordt dit product geacht te voldoen aan de technische specificaties vastgelegd in dit besluit.

**Art. 4.** De erkende of vergunde personen die de activiteiten bedoeld in artikel 2 uitoefenen, zijn gehouden de veiligheidsmaatregelen opgesomd in de bijlage bij dit besluit te nemen, overeenkomstig de klasse waartoe hun activiteit behoort.

Wanneer de uitgeoefende activiteiten, weliswaar binnen het kader van de erkenning afgegeven overeenkomstig artikel 1 van de wapenwet, de klasse te buiten gaan waarin ze waren gerangschikt op het ogenblik van de laatste controle bedoeld in de artikelen 7 en 10, zijn de personen die ze uitoefenen gehouden de overeenkomstige veiligheidsmaatregelen te nemen en om een nieuwe controle te verzoeken zoals bedoeld in artikel 7 van dit besluit.

**Art. 5.** La classe dans laquelle est rangée une activité est déterminée comme suit :

- 1° Classe A : commerce :
- a) d'armes de panoplie;
  - b) d'armes factices, d'armes de jet et d'armes pouvant tirer des projectiles par un autre mode de propulsion que la combustion de la poudre, rangées dans la catégorie des armes de chasse ou de sport;
  - c) de munitions pour les armes visées sous a) et b);
- 2° Classe B : outre les armes et munitions visées par la classe A, commerce :
- a) d'armes de chasse ou de sport;
  - b) d'armes longues de défense à percussion annulaire, à un coup par canon ou à répétition;
  - c) d'armes longues semi-automatiques de défense conçues pour la chasse au sens de l'article 5, alinéa 3, de la loi sur les armes;
  - d) d'armes longues de guerre à un coup par canon;
  - e) de munitions pour les armes visées sous a), b), c), et d).
- 3° Classe C : outre les armes et munitions visées par la classe B, commerce des autres armes de défense et de leurs munitions;
- 4° Classe D : outre les armes et munitions visées par la classe C, commerce des autres armes de guerre et de leurs munitions;
- 5° Classe E1 : activités commerciales et industrielles se déroulant dans des lieux qui ne sont accessibles qu'à des personnes agréées et leurs préposés conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la loi sur les armes, en particulier les activités de commerce en gros et d'importation;
- 6° Classe E2 : activités visées par la classe E1 lorsque plus de 1 500 armes à feu visées par les classes C ou D sont entreposées;
- 7° Classes FA à FD : réparation, bronzage, garnissage et gravure d'armes à feu et la fabrication de pièces détachées respectivement visées par les classes A à D;
- 8° Classe G : collections privées d'armes et dépôts d'armes à feu et de munitions comprenant plus de 30 armes de défense ou de guerre.

**Art. 6.** L'autorité compétente examine si la demande d'agrément ou d'autorisation visés aux articles 2 à 8 et 19 à 21 de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi sur les armes satisfait à toutes les conditions prévues par la loi sur les armes et ses arrêtés d'exécution.

Si la décision est positive, elle invite le demandeur à prendre les mesures de sécurité prévues par le présent arrêté.

La délivrance de l'agrément ou de l'autorisation concerné ne s'effectue qu'après que le demandeur ait prouvé que les mesures de sécurité ont été prises et après qu'un contrôle conformément à l'article 7 ait été effectué.

**Art. 7.** Sans préjudice de l'article 24 de la loi sur les armes, le gouverneur désigne pour sa province les services chargés d'effectuer les contrôles portant sur le respect des mesures de sécurité imposées par le présent arrêté. Il en publie la liste annuellement au *Mémorial administratif provincial*.

Ces contrôles sont effectués sans frais sur demande du Ministre de la Justice ou du gouverneur.

Il est en outre procédé à un contrôle une fois tous les trois ans à compter du premier contrôle.

Si les services visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> constatent que les mesures de sécurité requises ne sont pas prises, ils en informent le gouverneur. Celui-ci met en demeure l'intéressé de prendre les mesures de sécurité nécessaires dans un délai raisonnable qu'il détermine, mais qui ne peut excéder quatre mois. A l'issue de ce délai, un nouveau contrôle est effectué.

Lorsque le gouverneur constate sur base de ce nouveau contrôle que les mesures de sécurité prévues par le présent arrêté ne sont pas prises, il suspend ou retire l'agrément ou l'autorisation conformément aux dispositions de la loi sur les armes.

**Art. 8.** Sans préjudice de l'article 300 de l'arrêté royal du 23 septembre 1958 précité, toute personne visée à l'article 3 qui est victime d'un vol d'armes à feu, de pièces détachées, de munitions, de documents ou de registres s'y rapportant, est tenue d'en faire la déclaration sans délai

**Art. 5.** De klasse waartoe een activiteit behoort, wordt als volgt bepaald :

- 1° Klasse A : handel in :
- a) wapens voor wapenrekken;
  - b) in de categorie van de jacht- of sportwapens gerangschikte namaakwapens, slingerwapens en wapens die projectielen kunnen afschieten door middel van een ander aandrijvingsmechanisme dan de verbranding van kruit;
  - c) munitie voor de onder a) en b) bedoelde wapens;
- 2° Klasse B : naast de wapens en munitie bedoeld in klasse A, handel in :
- a) jacht- of sportwapens;
  - b) lange verweerwapens met één schot per loop of lange repeteer-verweerwapens met randontsteking;
  - c) lange semi-automatische verweerwapens ontworpen voor de jacht zoals bedoeld in artikel 5, derde lid van de wapenwet;
  - d) lange oorlogwapens met één schot per loop;
  - e) munitie voor de onder a), b), c) en d) bedoelde wapens.
- 3° Klasse C : naast de wapens en munitie bedoeld in klasse B, handel in de andere verweerwapens en bijhorende munitie;
- 4° Klasse D : naast de wapens en munitie bedoeld in klasse C, handel in de andere oorlogwapens en bijhorende munitie;
- 5° Klasse E1 : commerciële en industriële activiteiten die plaatsvinden in ruimten die alleen toegankelijk zijn voor overeenkomstig artikel 1 van de wapenwet erkende personen en hun aangestelden, in het bijzonder activiteiten van groothandel en invoer;
- 6° Klasse E2 : activiteiten bedoeld in klasse E1, wanneer er meer dan 1 500 vuurwapens bedoeld in de klassen C of D zijn opgeslagen;
- 7° Klassen FA tot FD : herstellen, verbronzen, versieren en graveren van vuurwapens en vervaardigen van losse onderdelen, respectievelijk onder de klassen A tot D gerangschikt;
- 8° Klasse G : privé-verzamelingen van wapens en opslagplaatsen van vuurwapens of munitie, bestaande uit meer dan 30 verweer- of oorlogwapens.

**Art. 6.** De bevoegde overheid onderzoekt of de aanvraag om erkenning of vergunning zoals bedoeld in de artikelen 2 tot 8 en 19 tot 21 van het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wapenwet, voldoet aan alle door de wapenwet en de voor haar uitvoering genomen besluiten bepaalde voorwaarden.

Wanneer de beslissing gunstig is, nodigt ze de aanvrager uit de door dit besluit voorgeschreven veiligheidsmaatregelen te nemen.

De afgifte van de betrokken erkenning of vergunning gebeurt slechts nadat de aanvrager heeft bewezen dat de verplichte veiligheidsmaatregelen zijn genomen en nadat overeenkomstig artikel 7 een controle is uitgevoerd.

**Art. 7.** Onverminderd artikel 24 van de wapenwet, wijst de gouverneur voor zijn provincie de diensten aan, belast met de controle op de naleving van de door dit besluit opgelegde veiligheidsmaatregelen. Jaarlijks wordt hiervan een lijst bekendgemaakt in het *Provinciaal Bestuursmemoriaal*.

Deze controles worden kosteloos uitgevoerd op vraag van de Minister van Justitie of van de gouverneur.

Na de eerste controle wordt er om de drie jaar een controle uitgevoerd.

Indien de in het eerste lid bedoelde diensten vaststellen dat de vereiste veiligheidsmaatregelen niet zijn genomen, lichten zij de gouverneur hierover in. Deze maant de betrokkene aan de nodige veiligheidsmaatregelen te nemen binnen een redelijke termijn die hij bepaalt, maar die niet langer mag zijn dan vier maanden. Bij het verstrijken van deze termijn wordt een nieuwe controle uitgevoerd.

Wanneer de gouverneur op basis van deze nieuwe controle vaststelt dat de door dit besluit voorgeschreven veiligheidsmaatregelen niet genomen zijn, schorst hij de erkenning of vergunning, of trekt hij ze in overeenkomstig de bepalingen van de wapenwet.

**Art. 8.** Onverminderd artikel 300 van het hierboven genoemde koninklijk besluit van 23 september 1958, dient ieder persoon bedoeld in artikel 3, die het slachtoffer is van diefstal van vuurwapens, losse onderdelen, munitie, registers of documenten met betrekking daartoe,

auprès d'un service de police et de lui fournir dans les 48 heures des données précises sur les objets volés.

Il en est de même en cas de tentative de vol.

**Art. 9.** Toute personne titulaire, lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un agrément ou d'une autorisation visés aux articles 2 à 8 et 19 à 21 de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi sur les armes, dispose d'un délai d'un an pour prendre les mesures de sécurité requises et demander le contrôle visé à l'article 7, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Pour les mesures 3° à 8°, 12° et 16° visées en annexe du présent arrêté, ce délai est cependant réduit à deux mois, sans qu'après celui-ci, un contrôle ne doive être demandé.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 11.** Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 avril 1997.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
J. VANDE LANOTTE  
Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

Annexe à l'arrêté royal du 24 avril 1997 déterminant les conditions de sécurité auxquelles sont soumis le stockage, le dépôt et la collection d'armes à feu ou de munitions.

1. Champ d'application des mesures de sécurité en fonction des classes d'activités.

hiervan onverwijld aangifte te doen bij een politiedienst en deze binnen 48 uur precieze gegevens te verstrekken over de aard van de gestolen zaken.

Ditzelfde geldt in geval van poging tot diefstal.

**Art. 9.** Een ieder die bij de inwerkingtreding van dit besluit houder is van een erkenning of een vergunning zoals bedoeld in de artikelen 2 tot 8 en 19 tot 21 van het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wapenwet, beschikt vanaf deze inwerkingtreding over een termijn van één jaar om de vereiste veiligheidsmaatregelen te nemen en om een controle bedoeld in artikel 7 te verzoeken. Voor de maatregelen 3° tot 8°, 12° en 16° bedoeld in de bijlage bij dit besluit wordt deze termijn evenwel teruggebracht tot twee maanden, zonder dat hierna om een controle dient te worden verzocht.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 11.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 april 1997.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. VANDE LANOTTE  
De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

Bijlage bij het koninklijk besluit van 24 april 1997 tot bepaling van de veiligheidsvoorwaarden waaraan het opslaan, het in bewaring geven en het verzamelen van vuurwapens of munitie zijn onderworpen.

1. Toepassingsgebied van de veiligheidsmaatregelen volgens de activiteitenklassen.

Mesures de sécurité (1) — Veiligheidsmaatregelen (1)	Classe — Klasse										
	A	B	C	D	E1	E2	FA	FB	FC	FD	G
1°	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
2°	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
3°		x	x	x				x	x	x	
4°		x	x	x				x	x	x	
5°	x	x	x	x			x	x	x	x	
6°			x	x					x	x	
7°				x							
8°				x							
9°		x	x	x				x	x	x	
10°			x	x							
11°			x	x	x	x			x	x	
12°		x	x	x	x	x		x	x	x	
13°			x	x	x	x					
14°									x	x	
15°		x	x	x	x	x			x	x	
16°			x	x					x	x	
17°			x	x	x	x					
18°					x	x					
19°						x					
20°											x

(1) Les mesures de sécurité indiquées par le signe "x" sont requises.

(1) De veiligheidsmaatregelen aangeduid met het teken "x" zijn vereist.

## 2. Description des mesures de sécurité.

1° installation de charnières, de serrurerie et de verrouillages conformes à la classe extra lourd (SKG \*\*\* ou SKG A) des normes néerlandaises NEN 5088/5089 ou de matériel de résistance comparable sur toutes les fenêtres qui peuvent être ouvertes et toutes les portes extérieures du bâtiment;

2° installation en un endroit visible ou repéré et facilement accessible en toutes circonstances, d'au moins un extincteur portatif ou mobile conforme aux normes applicables NBN S 21-011 à 21-018 dans chaque local où se trouvent des munitions;

3° affichage d'une interdiction d'entrée des locaux où l'activité est exercée pour les mineurs non accompagnés d'un adulte;

4° dans les espaces accessibles au public, obligation de placer les armes à feu de façon qu'elles ne peuvent être prises en main que par le fait de la personne agréée ou son préposé;

5° interdiction de laisser des clés sur les serrures des fenêtres ou des portes extérieures du bâtiment, ou sur les serrures des portes des lieux de stockage;

6° interdiction d'exposer les armes à feu visées aux classes C et D dans une vitrine;

7° obligation de conserver en permanence les armes à feu visées par la classe D dans des armoires résistantes à l'effraction, verrouillées, et ancrées lorsqu'elles pèsent moins de 200 kg à vide, ou dans un lieu de stockage protégé conformément au 17°, sauf pendant le temps nécessaire à leur entretien, manipulation ou cession;

8° conservation des munitions des armes à feu visées par la classe D ainsi que des registres (modèles A, C et D) selon le mode décrit au 7°;

## 9° au choix :

- installation de volets verrouillables devant ou derrière les fenêtres, et les portes extérieures ayant une fenêtre, à fermer en dehors des heures d'activité;

- satisfaire au prescrit du 13°;

10° obligation, en dehors des heures où le bâtiment est accessible au public, de conserver les armes à feu visées par la classe C selon le mode décrit au 7°;

11° installation à chaque accès aux locaux où l'activité est exercée, à l'exception des accès qui se situent derrière des volets verrouillables comme visés au 9°, de portes en bois plein d'une épaisseur minimale de 4 cm, ou dans un autre matériau de résistance comparable, ou de portes en verre feuilleté conforme à la norme visée au 13°;

ces portes et les portes communiquant sur l'extérieur du bâtiment doivent en outre être munies d'au moins deux ergots empêchant le dégon dage;

12° conservation dans une armoire conforme au 7° ou dans un coffre de tous les certificats relatifs aux clés et des clés de réserve des armoires fortes et des portes visées au 1°;

13° équipement de toutes les fenêtres visées au 9°, de vitres en verre feuilleté conformes au moins à la norme NBN S 23-002 - spécification type STS 38 (§ 38.15.04, T3 - classe IIA), en verre filigrané (§ 38.08.51.32, A2) d'une épaisseur d'au moins 5 mm, ou en tout autre matériau antichoc comparable;

14° installation d'une caméra munie d'un système d'enregistrement à fréquence usuellement dénommé "time lapse-recorder" près des portes d'accès;

15° installation conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 28 mai 1991 fixant les conditions d'installation, d'entretien et d'utilisation des systèmes et centraux d'alarme par les entreprises de sécurité, d'un système électronique d'alarme à signal sonore ou lumineux dans le bâtiment où l'activité est exercée.

Ce système doit être armé en dehors des heures d'activité.

En outre, l'installation de boutons "anti-hold up".

Ces dispositifs d'alarme doivent être raccordés à une centrale 101 conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 28 mai 1991 précité ou à la centrale d'alarme d'une entreprise de gardiennage autorisée conformément à la loi sur les entreprises de gardiennage;

16° interdiction, sans préjudice de l'article 552, 2° du Code pénal, de laisser des outils pouvant faciliter une effraction plus longtemps que nécessaire à proximité du bâtiment ainsi que dans les jardins, sur les terrains et dans les dépendances qui sont facilement accessibles;

## 2. Beschrijving van de veiligheids-maatregelen.

1° installatie van hang- en sluitwerk beantwoordend aan de klasse extra zwaar (SKG \*\*\* of SKG A) van de Nederlandse normen NEN 5088/5089 of materiaal van vergelijkbare sterkte op alle ramen die kunnen geopend worden en alle buitendeuren van het gebouw;

2° installatie op een zichtbare of aangeduide en in alle omstandigheden vrij bereikbare plaats van minstens één draagbare of mobiele snelblusser beantwoordend aan de toepasselijke normen NBN S 21-011 tot 21-018 in elk lokaal waar zich munitie bevindt;

3° uithangen van een toegangsverbod voor niet door een meerderjarige vergezeld minderjarigen tot de lokalen waar de activiteit wordt uitgeoefend;

4° in ruimten toegankelijk voor het publiek, de vuurwapens derwijze te plaatsen dat zij enkel door toedoen van de erkende persoon of zijn aangestelde kunnen worden ter hand genomen;

5° verbod sleutels op ramen of buitendeuren van het gebouw, of op sloten van opslagruimten te laten zitten;

6° verbod om de vuurwapens bedoeld in de klassen C en D in een uitstralraam te plaatsen;

7° verplichting de vuurwapens van klasse D steeds te bewaren in een inbraakveilige en slotvaste kast die verankerd is wanneer ze leeg minder dan 200 kg weegt, of in een opslagruimte bevestigd overeenkomstig het 17°, behalve gedurende de tijd nodig voor hun onderhoud, hantering of overdracht;

8° bewaring van de munitie voor de vuurwapens bedoeld in de klasse D evenals de registers (modellen A, C en D) op de wijze beschreven in het 7°;

## 9° naar keuze :

- aanbrengen van vergrendelbare rolluiken, voor of achter de ramen en buitendeuren die een raam bevatten, te sluiten buiten de activiteitsuren;

- voldoen aan het 13°;

10° verplichting de vuurwapens bedoeld in klasse C buiten de openingsuren voor het publiek te bewaren op de wijze beschreven in het 7°;

11° installatie in elke toegang tot de lokalen waar de activiteit wordt uitgeoefend, met uitzondering van de toegangen die zich bevinden achter vergrendelbare rolluiken zoals bedoeld in het 9°, van deuren in vol hout, die minstens 4 cm dik zijn, of in een ander materiaal van vergelijkbare sterkte, of van deuren in gelaagd glas overeenkomstig de norm bedoeld in het 13°;

in deze deuren en de buitendeuren van het gebouw dienen bovendien minstens twee dievenklauwen te worden aangebracht;

12° bewaring van alle sleutelcertificaten en reservesleutels van de gewapende kasten en de deuren bedoeld in het 1°, in een kast overeenkomstig het 7° of in een kluis of koffer;

13° plaatsen van gelaagd glas dat minstens voldoet aan de norm NBN S 23-002 - typevoorschrift STS 38 (§ 38.15.04, T3 - klasse IIA) of van draadglas (§ 38.08.51.32, A2) van minstens 5 mm dikte, of van een ander vergelijkbaar schokbestendig materiaal in alle ramen zoals bepaald in het 9°;

14° installatie van een camera voorzien van een frequentie-opnamesysteem, gewoonlijk "time lapse-recorder" genoemd, bij de toegangsdeuren;

15° installatie, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 28 mei 1991 tot vaststelling van de voorwaarden voor installatie, onderhoud en gebruik van alarmsystemen en alarmcentrales door beveiligingsondernemingen, van een elektronisch alarmsysteem met geluids- of lichtsignaal in het gebouw waar de activiteit wordt uitgeoefend.

Dit systeem dient gewapend te worden buiten de activiteitsuren.

Daarnaast, installatie van "anti-hold up"-knoppen.

Deze alarmsystemen moeten aangesloten worden op een 101-centrale overeenkomstig de bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit van 28 mei 1991 of op de alarmcentrale van een bewakingsonderneming waaraan overeenkomstig de wet op de bewakingsondernemingen een vergunning is verleend;

16° verbod, onverminderd artikel 552, 2° van het Strafwetboek, langer dan noodzakelijk werktuigen die een inbraak kunnen vergemakkelijken eenvoudig bereikbaar achter te laten in de nabije omgeving van de gebouwen en in de tuinen, op de andere terreinen en in de eenvoudig toegankelijke aanhorigheden;

17° fermeture des lieux de stockage d'armes à feu visées par les classes C et D par des portes fabriquées en métal ou en un autre matériau résistant à l'effraction, verrouillées et munies d'au moins une fermeture à trois points qui satisfait au prescrit exposé au 1°.

Le châssis et les charnières de ces portes doivent être d'une résistance comparable; les parois verticales de ces lieux doivent être conçues en maçonnerie, en béton ou en d'autres matériaux résistant à l'effraction;

18° organisation d'un contrôle d'accès aux espaces non accessibles au public comprenant l'enregistrement de toutes allées et venues;

19° contrôle permanent du bâtiment et de ses abords immédiats par une entreprise de gardiennage ou par un service interne de gardiennage autorisés conformément à la loi sur les entreprises de gardiennage, de même que l'installation et mise en service d'un système de détection de métaux pour tout point d'accès réservé aux personnes;

20° conservation des armes à feu visées aux classes C et D dans des locaux :

a) dont les accès sont conformes au 11° et équipés de verrouillages conformes au 1°;

b) dont les fenêtres au rez-de-chaussée sont conformes au 9°;

c) équipés d'un système d'alarme conforme au 15° sans le raccordement visé au 15°, et activé pendant les heures d'absence et la nuit.

Les mesures visées aux 13°, 15°, 17°, 18° et 19° ne s'appliquent toutefois pas aux bâtiments situés à l'intérieur d'une enceinte et non intégrés à celle-ci, pour autant que les conditions suivantes se trouvent réunies :

- l'enceinte consiste en une clôture dissuasive d'une hauteur minimale de 3 mètres; cette hauteur peut être limitée à 2,5 mètres si la clôture fait l'objet d'une surveillance électronique;

- l'accès à l'intérieur de l'enceinte est strictement contrôlé et limité aux personnes dûment autorisées; le contrôle d'accès inclut l'enregistrement de toutes les allées et venues et la mise en service d'un système de détection de métaux;

- les points d'accès à l'intérieur de l'enceinte sont fermés et verrouillés en permanence ou font l'objet d'une surveillance constante assurée par une entreprise de gardiennage ou par un service interne de gardiennage autorisés conformément à la loi sur les entreprises de gardiennage, ou font l'objet de mesures de surveillance équivalentes;

- la zone située à l'intérieur de l'enceinte fait l'objet d'un contrôle permanent par une entreprise de gardiennage ou par un service interne de gardiennage autorisés conformément à la loi sur les entreprises de gardiennage;

- en dehors des heures d'activité, les locaux contenant des armes ou munitions sont fermés et verrouillés en permanence;

- les fenêtres des lieux de stockage situés à moins de 3 mètres du sol sont munies d'une protection entravant le passage d'une personne, même d'un enfant;

- les lieux de stockage sont placés, en dehors des heures d'activité, sous la protection d'un système électronique d'alarme raccordé à une centrale 101 conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 28 mai 1991 précité ou à la centrale d'alarme d'une entreprise de gardiennage autorisée conformément à la loi sur les entreprises de gardiennage;

- les bâtiments où sont fabriqués ou stockés des armes ou des munitions sont dotés d'un éclairage périphérique d'une puissance moyenne d'au moins 20 lux au niveau du sol. La nuit, l'éclairage doit être activé soit de manière permanente, soit par un système de détection infrarouge passif ainsi que par le système d'alarme visé à l'alinéa précédent, et les lampes doivent être protégées par un des matériaux visés au 13°.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 24 avril 1997 déterminant les conditions de sécurité auxquelles sont soumis le stockage, le dépôt et la collection d'armes à feu ou de munitions.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

17° afsluiting van de opslagruimten voor vuurwapens bedoeld in de klassen C en D met slotvaste deuren vervaardigd uit metaal of uit een ander inbraakbestendig materiaal en voorzien van minstens een driepuntssluiting die voldoet aan het 1°.

Het kader en de scharnieren van deze deuren moeten van vergelijkbare sterkte zijn en de wanden van deze ruimten moeten uit metselwerk, beton of een ander inbraakbestendig materiaal bestaan;

18° organisatie van een toegangscontrole tot de voor het publiek niet-toegankelijke ruimten met registratie van die bewegingen;

19° permanente controle van het gebouw en de directe omgeving ervan, door een bewakingsonderneming of een interne bewakingsdienst waaraan overeenkomstig de wet op de bewakingsondernemingen een vergunning is verleend, alsmede installatie en activering van een metaaldetectiesysteem bij elk toegangspunt voorbehouden aan personen;

20° bewaring van de vuurwapens bedoeld in de klassen C en D in lokalen :

a) met toegangen overeenkomstig het 11°, uitgerust met sloten overeenkomstig het 1°;

b) met de ramen op de gelijkvloerse verdieping overeenkomstig het 9°;

c) uitgerust met een alarmsysteem overeenkomstig het 15°, zonder de aansluiting bedoeld in het 15° en geactiveerd tijdens de uren van afwezigheid en de nacht.

De maatregelen bedoeld in het 13°, 15°, 17°, 18° en 19° zijn evenwel niet van toepassing op de gebouwen die zich binnen een omheining bevinden zonder daar deel van uit te maken, voor zover voldaan is aan de volgende voorwaarden :

- de omheining bestaat uit een minstens 3 meter hoge afsluiting teneinde eventuele indringers af te schrikken; deze hoogte mag tot 2,5 meter beperkt worden indien de omheining elektronisch wordt bewaakt;

- de toegang tot de binnenzijde van de omheining wordt strikt gecontroleerd en beperkt tot behoorlijk toegelaten personen; de toegangscontrole omvat tevens de registratie van die bewegingen en de activering van een metaaldetectiesysteem;

- de toegangspunten tot de binnenzijde van de omheining zijn permanent vergrendeld of worden permanent bewaakt door een bewakingsonderneming of een interne bewakingsdienst waaraan overeenkomstig de wet op de bewakingsondernemingen een vergunning is verleend, of worden op een gelijkwaardige wijze bewaakt;

- de zone gelegen binnen de omheining wordt permanent gecontroleerd door een bewakingsonderneming of een interne bewakingsdienst waaraan overeenkomstig de wet op de bewakingsondernemingen een vergunning is verleend;

- buiten de activiteitsuren zijn de lokalen waar zich wapens of munitie bevinden permanent vergrendeld;

- de ramen van de opslagruimten die zich op minder dan 3 meter van de grond bevinden zijn voorzien van een bescherming die beliet dat een persoon, zelfs een kind, er zich doorheen begeeft;

- de opslagruimten worden buiten de activiteitsuren beschermd door een elektronisch alarmsysteem aangesloten op een 101-centrale overeenkomstig de bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit van 28 mei 1991 of op de alarmcentrale van een bewakingsonderneming waaraan overeenkomstig de wet op de bewakingsondernemingen een vergunning is verleend;

- de gebouwen waar wapens of munitie worden vervaardigd of opgeslagen zijn voorzien van een perifere verlichting die gemiddeld minstens 20 lux uitstraalt op het niveau van de grond. Deze verlichting dient 's nachts ofwel permanent te branden, ofwel geactiveerd te worden door middel van passieve infrarood-detectie en van het alarmsysteem bedoeld in het vorige lid, en de lampen dienen beschermd te zijn met een materiaal zoals bepaald in het 13°.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 24 april 1997 tot bepaling van de veiligheidsvoorwaarden waaraan het opslaan, het in bewaring geven en het verzamelen van vuurwapens of munitie zijn onderworpen.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK